



Extrait

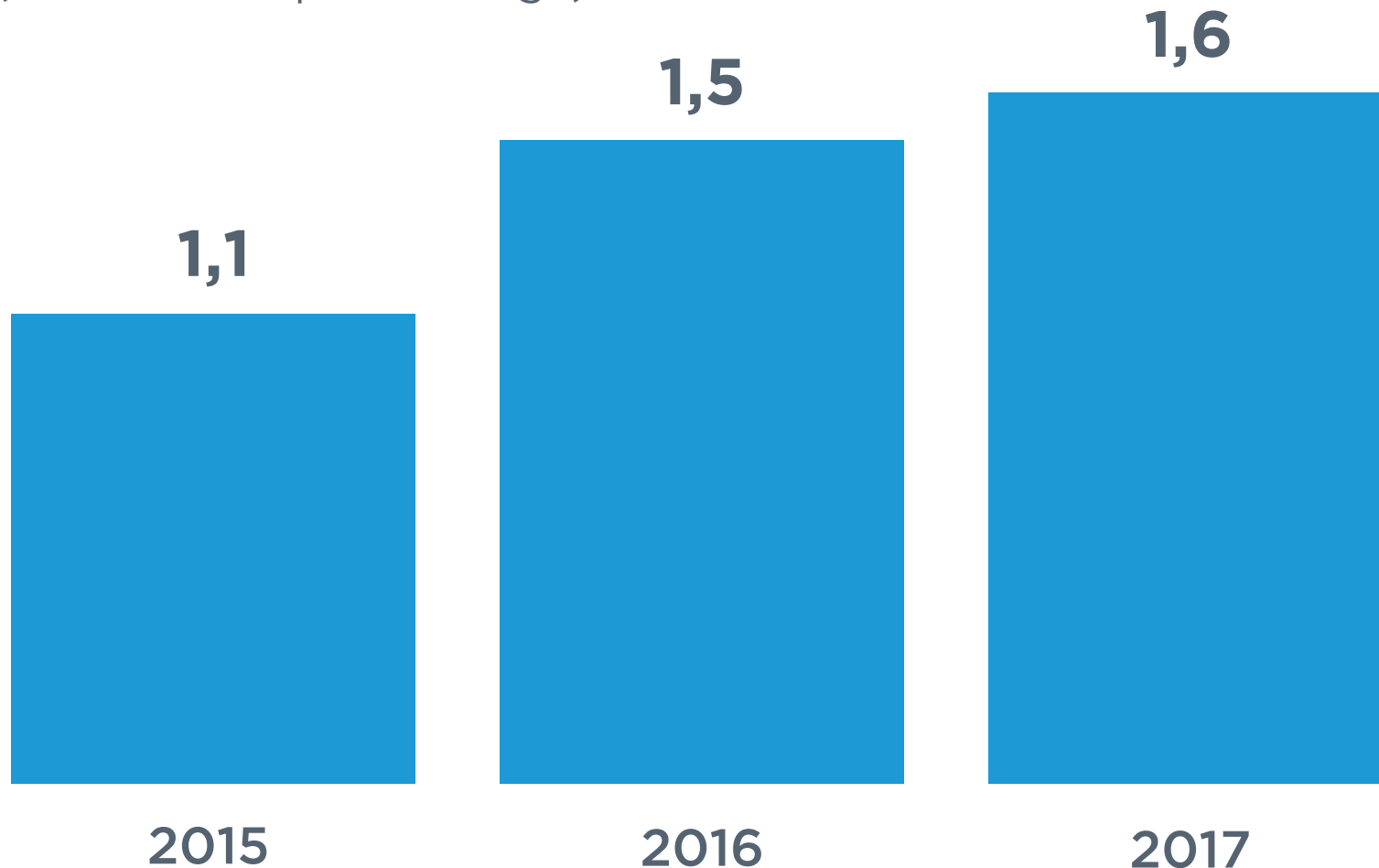
TABLEAUX ET GRAPHIQUES

BUDGET 2016-2017

Mars 2016

DES CONDITIONS PROPICES À UNE ACCÉLÉRATION DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Croissance économique au Québec (PIB réel, variation en pourcentage)



Sources : Institut de la statistique du Québec, Statistique Canada et ministère des Finances du Québec.

LA CRÉATION D'EMPLOIS DEMEURE ROBUSTE

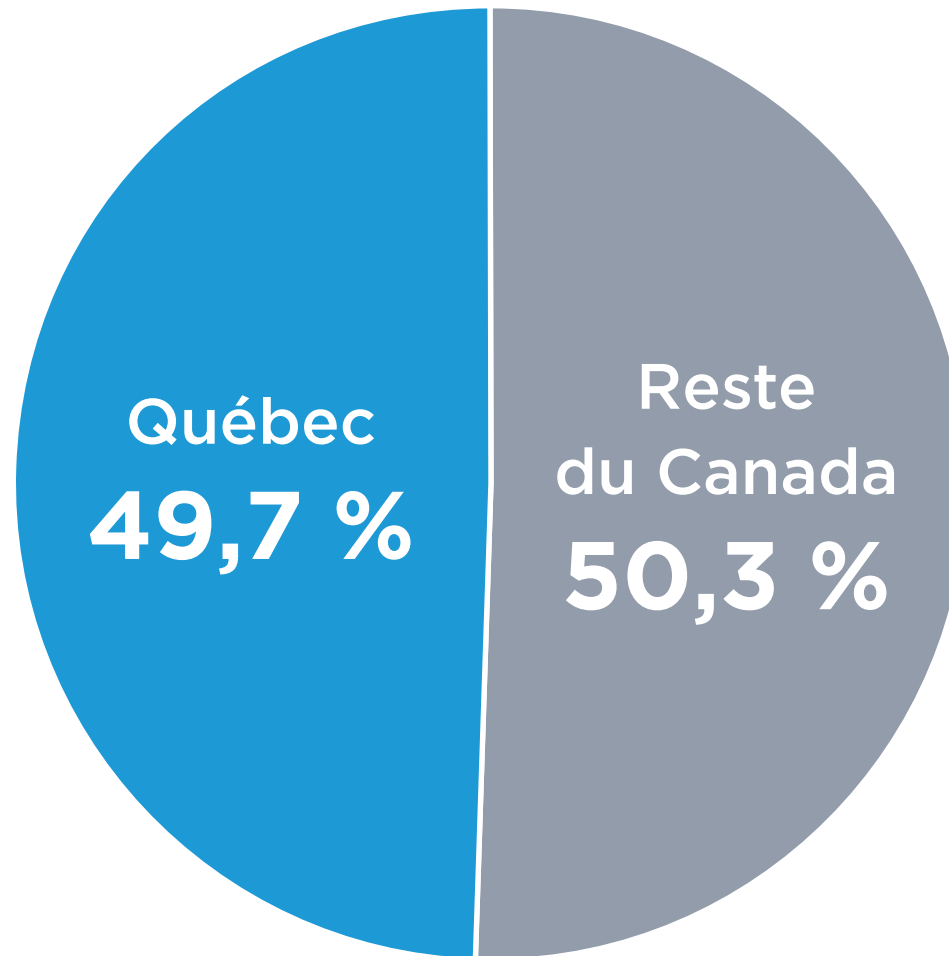
Évolution de l'emploi au Québec (nombre d'emplois en milliers)



Source : Statistique Canada.

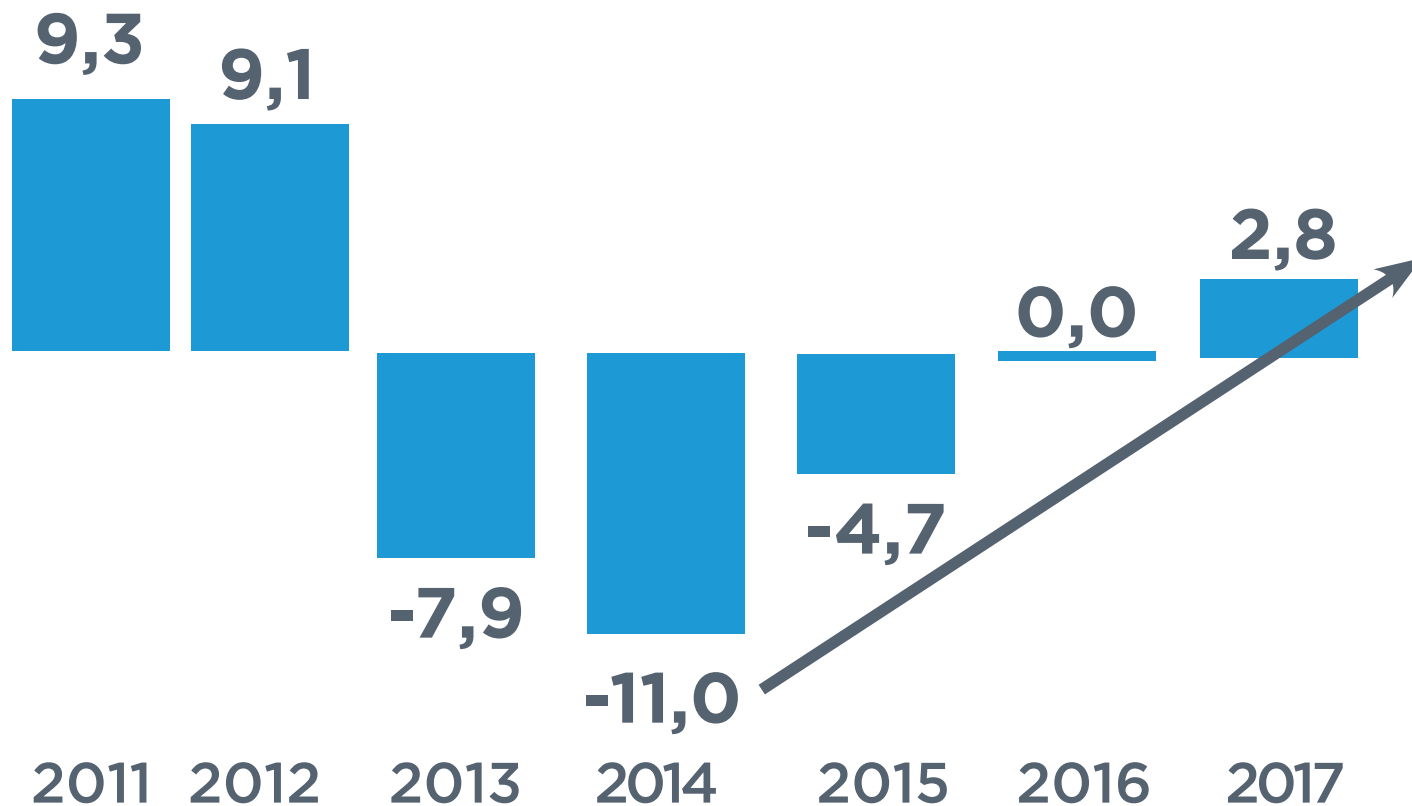
50 % DES EMPLOIS CRÉÉS AU CANADA L'ONT ÉTÉ AU QUÉBEC

Part de l'emploi salarié privé créé au Canada en 2015
(en pourcentage)



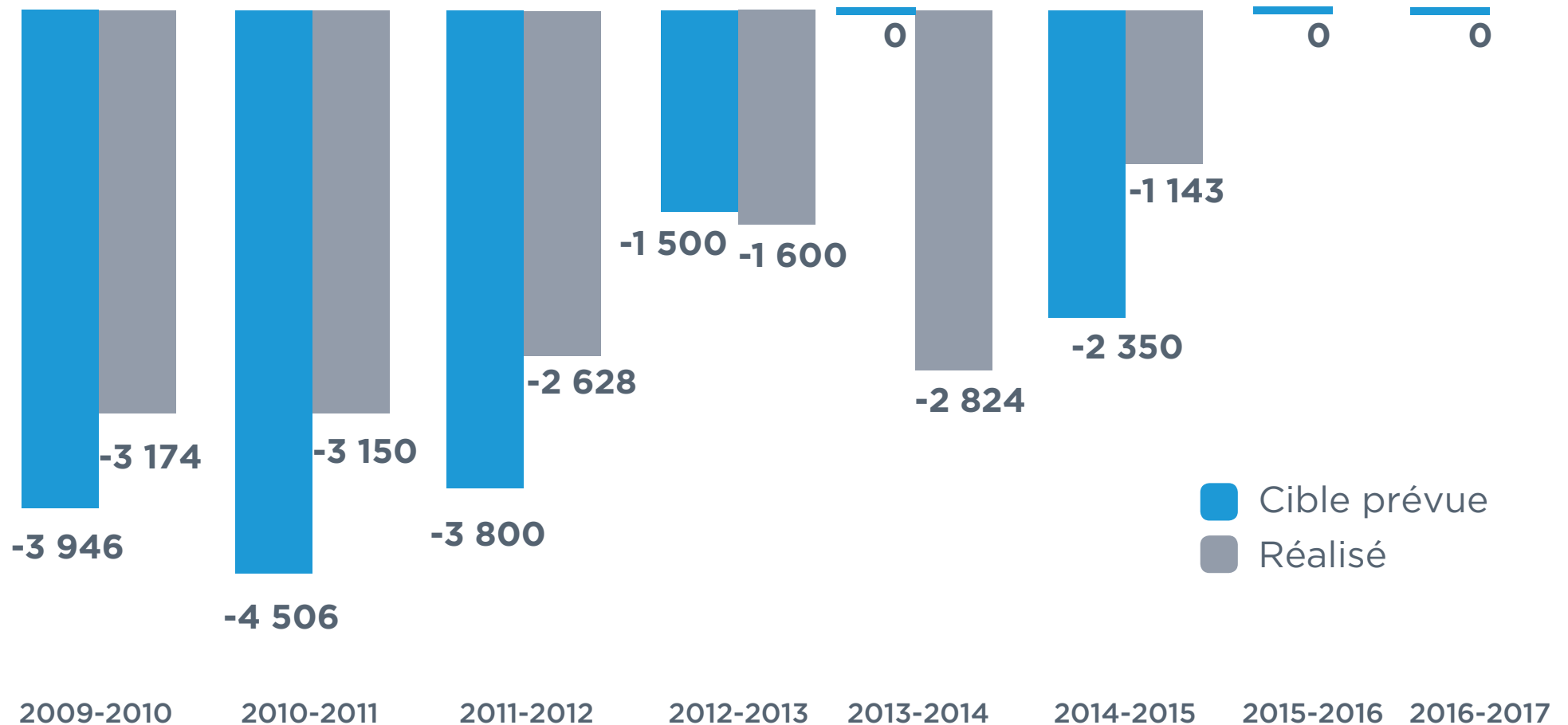
LE REDRESSEMENT DES INVESTISSEMENTS EST AMORCÉ

Investissements non résidentiels des entreprises au Québec
(variation en pourcentage, en termes réels)



APRÈS SIX ANNÉES DE DÉFICIT, L'ATTEINTE ET LE MAINTIEN DE L'ÉQUILIBRE

Solde budgétaire⁽¹⁾ (en millions de dollars)

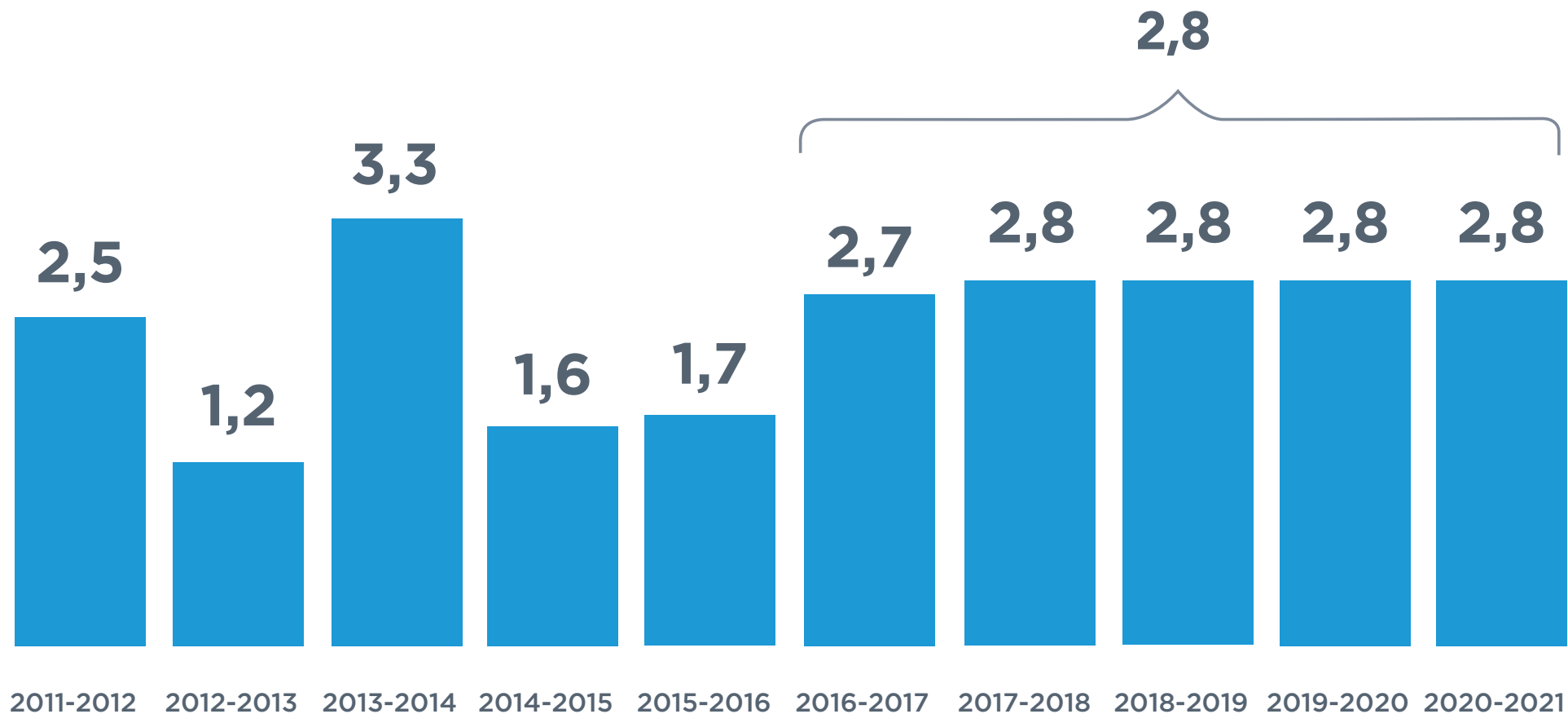


(1) Solde budgétaire au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire.

L'ÉVOLUTION DES DÉPENSES DE PROGRAMMES

Croissance des dépenses de programmes

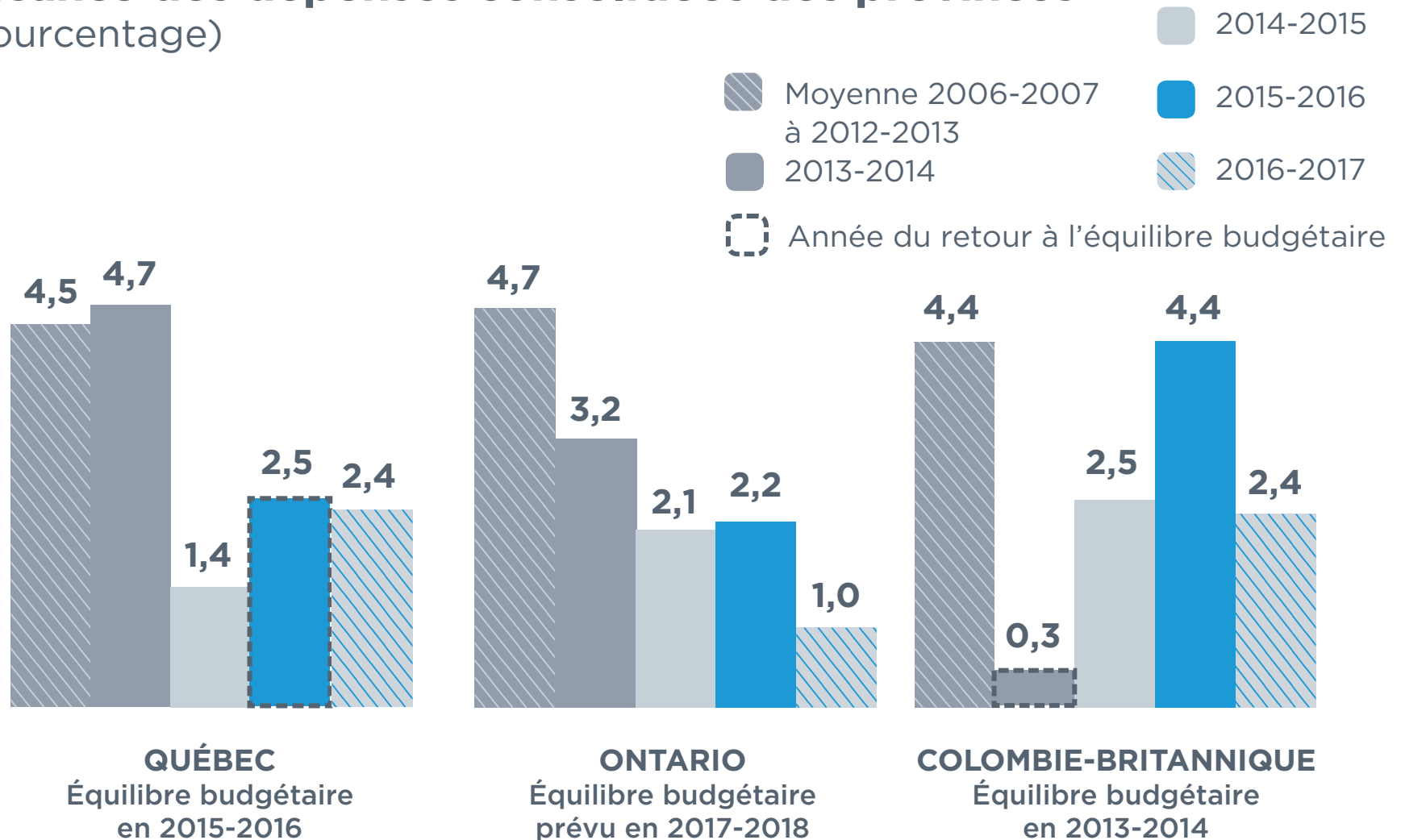
(en pourcentage)



CROISSANCE DES DÉPENSES CONSOLIDÉES PAR PROVINCE

Croissance des dépenses consolidées des provinces

(en pourcentage)



Note : Dépenses consolidées excluant le service de la dette.
Sources : Ministère des Finances du Canada et ministère des Finances du Québec.

LE RENFORCEMENT DU FINANCEMENT DES SERVICES PUBLICS

Dépenses de programmes par grands portefeuilles (en millions de dollars)

	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019
Éducation et Enseignement supérieur	16 827	17 245	17 769	18 299
<i>Variation en %</i>	<i>1,3</i>	<i>3,0⁽³⁾</i>	<i>3,0</i>	<i>3,0</i>
Santé et Services sociaux	32 964	33 739	34 564	35 529
<i>Variation en %</i>	<i>2,3</i>	<i>2,4</i>	<i>2,4</i>	<i>2,8</i>
Autres portefeuilles	16 308	16 599	16 961	17 045
<i>Variation en %</i>	<i>-1,1</i>	<i>1,2⁽⁴⁾</i>	<i>2,2</i>	<i>0,5</i>
Fonds de suppléance ⁽¹⁾	360	655	612	717
Marge budgétaire ⁽²⁾	—	—	250	500
DÉPENSES DE PROGRAMMES	66 460	68 238	70 156	72 089
<i>Variation en %</i>	<i>1,7</i>	<i>2,7</i>	<i>2,8</i>	<i>2,8</i>

Note : Les montants ayant été arrondis, la somme peut ne pas correspondre aux montants indiqués.

(1) Ce programme vise à pourvoir aux dépenses imprévues pouvant survenir dans l'un ou l'autre des programmes gouvernementaux, aux dépenses prévues mais non ventilées dans les portefeuilles ministériels ainsi qu'à certaines mesures qui sont annoncées lors du discours sur le budget 2016-2017.

(2) Le gouvernement dispose d'une marge budgétaire qui vise à faire face à divers risques et à gérer les arbitrages ministériels requis lors de la préparation du budget de dépenses.

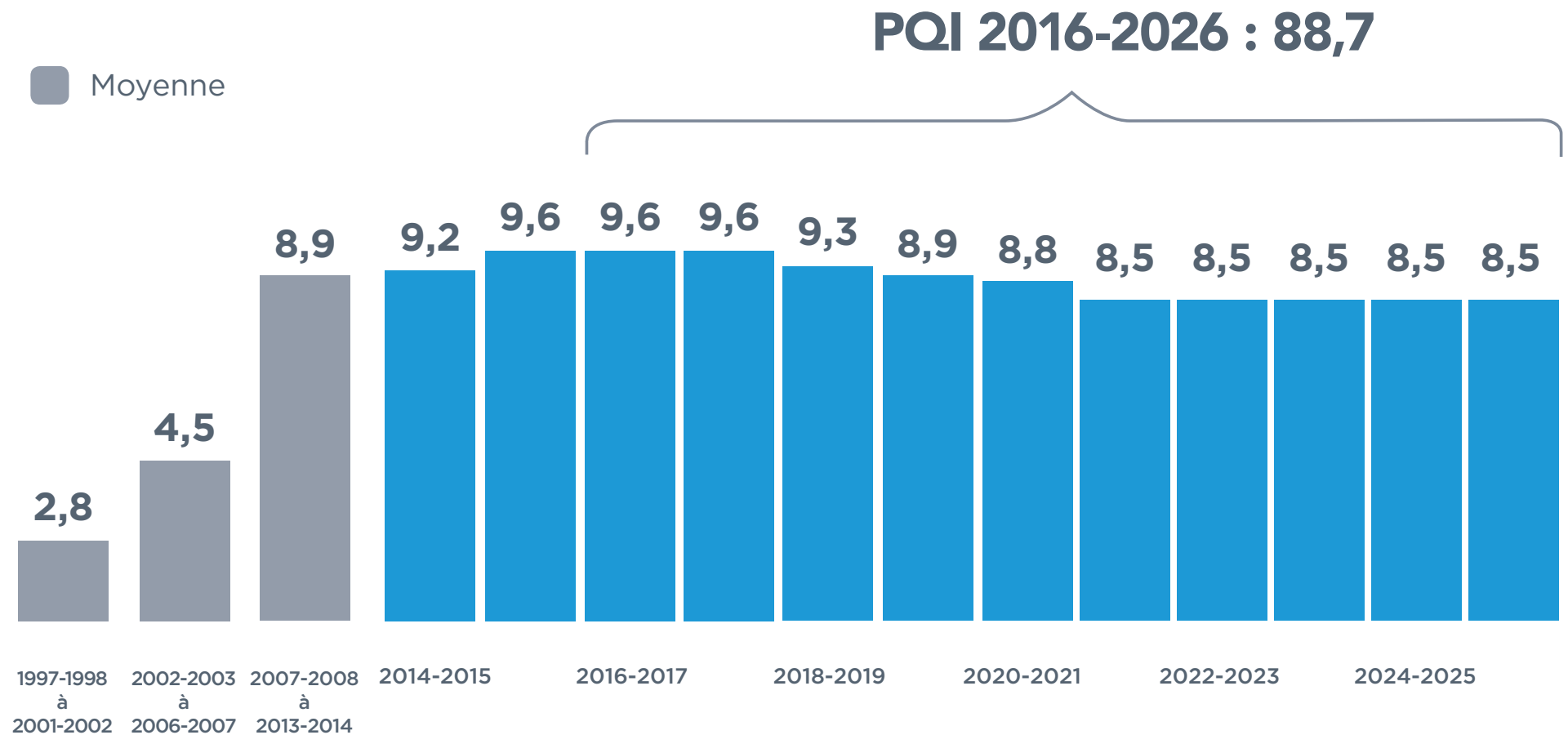
(3) Ce pourcentage de variation a été calculé en excluant des dépenses 2015-2016 les transferts provenant de la provision du MIDI (78,5 M\$).

(4) Ce pourcentage de variation a été calculé en incluant aux dépenses 2015-2016 les transferts de la provision du MIDI au MEES (78,5 M\$) et au MSSS (12,2 M\$).

Source : Secrétariat du Conseil du trésor.

LE MAINTIEN DES INVESTISSEMENTS PUBLICS EN IMMOBILISATIONS À DES NIVEAUX ÉLEVÉS

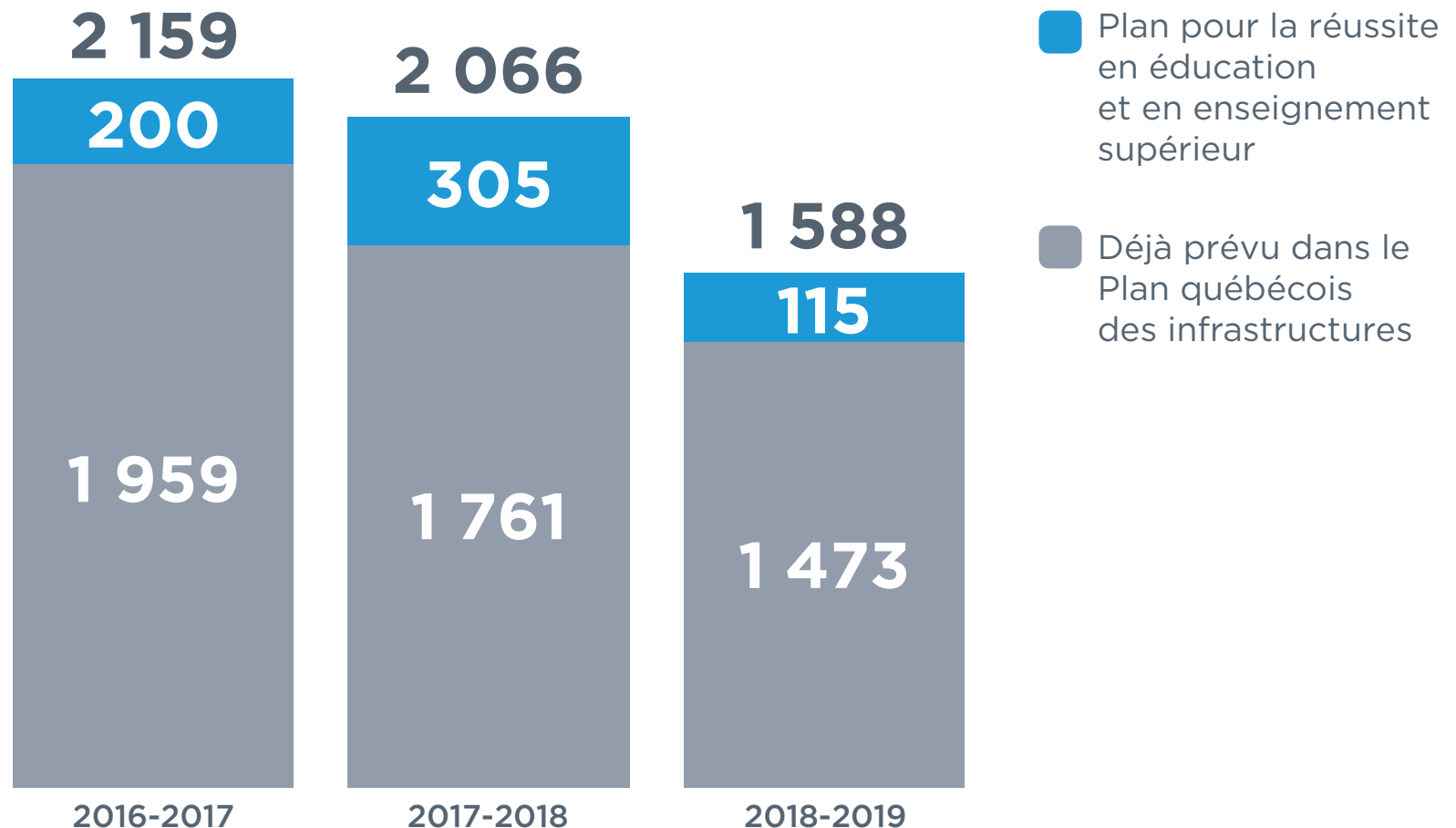
Investissements du Plan québécois des infrastructures 2016-2026 (en milliards de dollars)



INVESTIR DANS LES INFRASTRUCTURES EN ÉDUCATION ET EN ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Investissements en infrastructures pour l'éducation et l'enseignement supérieur

(en millions de dollars)

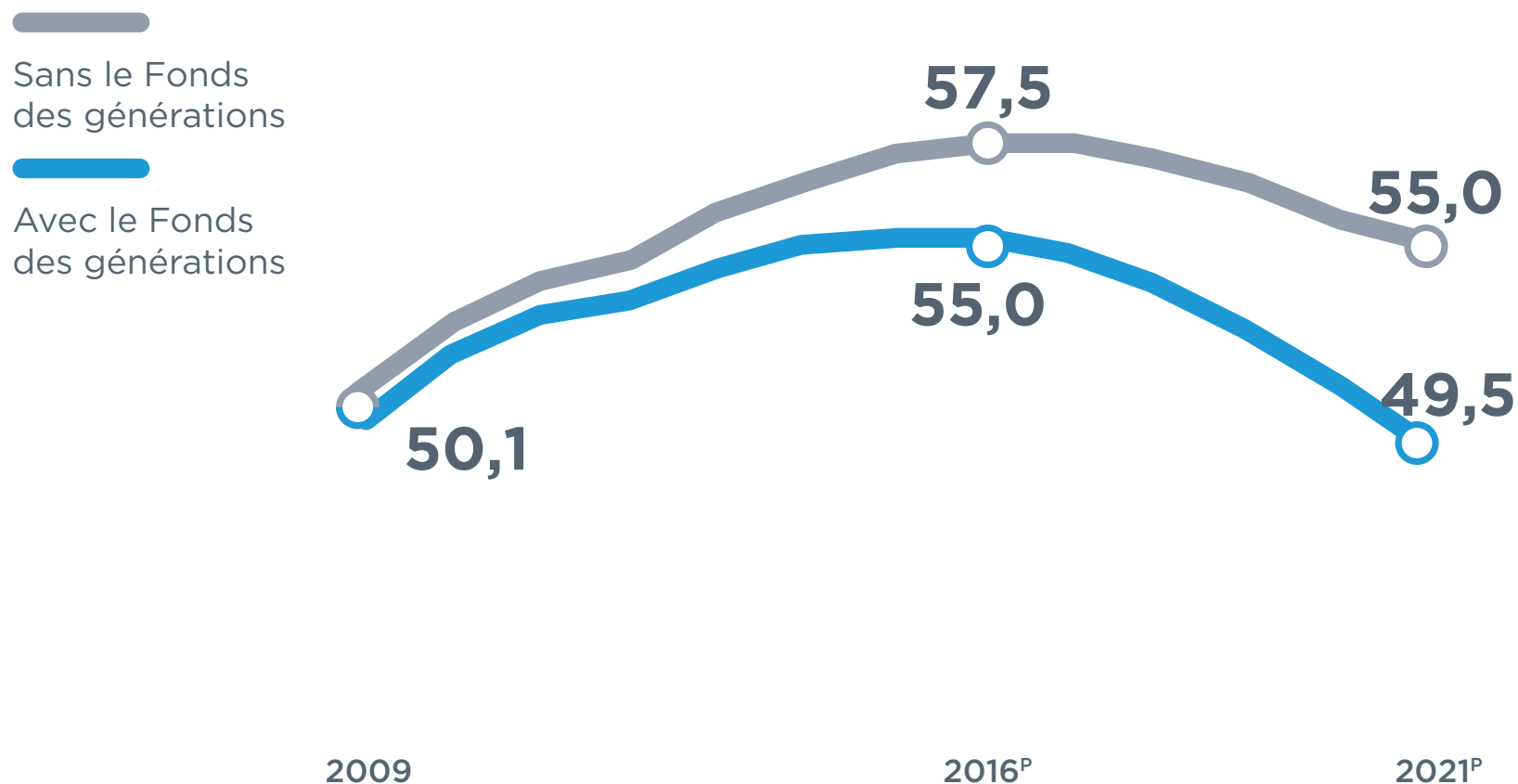


Note : Des investissements de 80 M\$ sont prévus au-delà de 2018-2019, ce qui porte les investissements du Plan à 700 M\$.

LA DIMINUTION DU POIDS DE LA DETTE BRUTE : L'IMPORTANCE DU FONDS DES GÉNÉRATIONS

Dette brute au 31 mars^{(1),(2)}

(en pourcentage du PIB)



P : Résultats préliminaires pour 2016 et prévisions pour les années subséquentes.

(1) La dette brute exclut les emprunts effectués par anticipation et tient compte des sommes accumulées au Fonds des générations.

(2) La dette brute tient compte de la dette des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation émise en leur nom propre.

Les données à compter de 2009 ne sont pas comparables à celles des années précédentes, qui ne comprennent pas cette dette.

Finances

Québec



PRÈS DE 13 MILLIARDS DE DOLLARS EN APPUI À L'ÉCONOMIE QUÉBÉCOISE

Appui à l'économie prévu dans le Plan économique du Québec (en millions de dollars)

	COÛT DES INITIATIVES AMORCÉES	INVESTISSEMENTS SOUTENUS
Budget 2014-2015	816	7 169
<i>Le point sur la situation économique et financière du Québec de l'automne 2014</i>	195	735
Nouveau congé fiscal bonifié pour grands projets d'investissement	10 ⁽¹⁾	4 035
Budget 2015-2016 ⁽²⁾	3 393	9 893
SOUS-TOTAL	4 414	21 832
Budget 2016-2017	3 647	12 804
TOTAL - PLAN ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC	8 061	34 636

(1) Représente le coût pour les cinq premières années.

(2) Y compris l'investissement pour la poursuite du programme C Series de Bombardier.